



18 octobre : AGIR SANS ATTENDRE !

Suppression de 23 000 postes en 2008 et annonce de la poursuite infernale durant 3 ans, détérioration du pouvoir d'achat, casse des solidarités (santé, retraite), casse du service public, casse de la fonction publique, toutes les conquêtes sociales sont concernées. Aujourd'hui les principes républicains sont remis en cause car considérés comme une entrave aux lois du marché. Nous devons nous mobiliser contre cette vision de la société qui voudrait rendre le service public et ses acteurs responsables de tous les maux.

Dans son discours de Nantes le 19 septembre dernier, le président de la république a clairement exprimé sa volonté de casser le statut de la fonction publique au nom d'une idéologie libérale qui ne se satisfait que dans la précarisation de l'individu, et l'apologie du chacun pour soi : (recrutement en CDI, rémunération au mérite, individualisation des carrières, fragilisation des missions du service public, achat des démissions..).

POUR METTRE UN COUP D'ARRÊT A CETTE POLITIQUE

Pour la mise en œuvre d'un tel programme N. Sarkozy s'appuie sur la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) lancée par le gouvernement dès sa mise en place et qui doit déboucher sur des conclusions d'audits au printemps 2008. Conclusions dont on peut d'ores et déjà prévoir les orientations au vu du contenu de la feuille de route : réduire le déficit de l'Etat en diminuant le nombre de fonctionnaires (encore au moins 970 en 2008 pour la DGCP) et affaiblir ainsi le rôle et la place de l'Etat.

L'annonce de la fusion DGI/DGCP s'inscrit bien dans cette logique tout comme celle de l'ANPE et de l'Unedic ou encore celle des renseignements généraux où encore la redéfinition du périmètre des attributions de certains ministères (Economie, Environnement..) qui en sous-tendent d'autres.

Est-il utile de préciser que ni le devenir des missions, ni celui des agents ne sont au cœur des préoccupations du gouvernement. Pourtant le service public et ses agents sont les garants d'une égalité de traitement des citoyens et nombre de conquêtes sociales gagnées par eux ont bénéficié aux salariés du privé. Se battre pour le service public et ses agents, c'est se battre pour que l'ensemble de la population ait des meilleures conditions d'existence.

Non les fonctionnaires ne doivent pas se sentir coupables en comparant leur fiche de paie. Une étude récente de l'INSEE démontre que les fonctionnaires ont perdu plus de 6% de leur pouvoir d'achat depuis 2000. Pourtant le gouvernement refuse obstinément l'ouverture de vraies négociations salariales. Pour SUD, ce n'est pas lorsque la grande majorité des salariés public/privé sera au SMIC que la situation s'améliorera pour tout le monde, bien au contraire. La baisse du pouvoir d'achat entretenue permet de rendre captif les salariés et les fonctionnaires auprès de leur banquier. Plus les salaires diminuent, plus le coût de la vie augmente, plus les citoyens ont recours au crédit, plus les patrons, les entreprises peuvent faire des pressions, pour leur faire accepter des conditions de travail de plus en plus inacceptables. Ne soyons pas dupes, *le moins de fonctionnaires payés plus*, n'est qu'un slogan. Surtout s'il se traduit par l'attribution d'une énième prime qui ne sera même pas prise en compte pour la retraite. **Pour SUD l'augmentation du pouvoir d'achat est une exigence sociale**

SE MOBILISER : UNE IMPERIEUSE NECESSITE

Parce que nous sommes tous concernés par la remise en cause, de nos retraites, de notre sécurité sociale et de nos statuts, par la casse du Code du travail et des services publics par les effets tragiques des politiques sécuritaires et xénophobes, nous devons préparer la grève, ses suites et son succès.

SUD Trésor appelle à participer massivement à la journée du 13 octobre contre les franchises médicales et appelle à la grève interprofessionnelles le 18 octobre avec les salariés de la SNCF, de la RATP, de l'énergie, des hôpitaux, de la Poste, l'éducation nationale etc... **Construisons le rapport de force qui mettra en échec la régression sociale planifiée par le gouvernement !**

QUAND ON SE BAT : ON N'EST PAS SÛR DE GAGNER MAIS QUAND ON NE SE BAT PAS ON EST SÛR DE PERDRE !